

AVIS DE MARCHÉ

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) Nom et adresses : Département de Saône-et-Loire, DAJ - Pôle Contrats - Concurrence - Espace Duhesme - 18 rue de Flacé - CS 70126, F - 71026 Mâcon cedex 9, courriel : daj@cg71.fr, Fax : +33 385397652

Code NUTS : FRC13

Code d'identification national : 22710001300688

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.saoneetloire71.fr>

Adresse du profil d'acheteur : <https://marches.ternum-bfc.fr>

I.2) Procédure conjointe

I.3) Communication :

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <https://marches.ternum-bfc.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : le ou les point(s) de contact susmentionné(s).

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées : par voie électronique via : <https://marches.ternum-bfc.fr>, au(x) point(s) de contact susmentionné(s).

I.4) Type de pouvoir adjudicateur : Autorité régionale ou locale

I.5) Activité principale : Services généraux des administrations publiques.

SECTION II : OBJET

II.1) Etendue du marché

II.1.1) Intitulé : Maîtrise d'oeuvre pour la restructuration globale de la Maison Départementale des Solidarités LE CREUSOT (71) Rénovation énergétique et réorganisation des locaux et des espaces extérieures

Numéro de référence :

DPMG.22.101.PP

II.1.2) Code CPV principal : 71221000

II.1.3) Type de marché : Services.

II.1.4) Description succincte : Maîtrise d'oeuvre pour la restructuration globale de la Maison Départementale des Solidarités LE CREUSOT (71) - Rénovation énergétique et réorganisation des locaux et des espaces extérieures. Le marché sera conclu à l'issue d'une procédure avec négociation, conformément aux articles R.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la Commande publique. Il s'agit d'une procédure restreinte qui vise la sélection de 3 candidats qui seront ensuite invités à présenter une offre.

II.1.5) Valeur totale estimée

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non.

II.2) Description

II.2.1) Intitulé

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s) :

71221000

II.2.3) Lieu d'exécution :

Code NUTS : FRC13

II.2.4) Description des prestations : Contenu de la mission :

* Mission de base étendue aux études d'exécution, divisée en 8 phases définies comme suit :

- Phase n° 1 : Diag/Esquisse (DIAG/ESQ)
- Phase n° 2 : Avant-projet sommaire (APS)
- Phase n° 3 : Avant-projet définitif (APD), y compris établissement et dépôt du permis de construire ERP et les éléments de simulation thermodynamique (STD)
- Phase n° 4 : Etudes de projet (PRO / DCE)
- Phase n° 5 : Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- Phase n° 6 : Etudes d'exécution (EXE)
- Phase n° 7 : Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)

- Phase n° 8 : Assistance lors des opérations de réception (AOR)

* Mission complémentaire spécifique QEB comprenant :

- audit énergétique et environnementale
- diagnostic Produit Equipement Matériaux déchets (PEMD)
- carnets de bord et de suivi environnemental (phase étude / réalisation / livraison)
- simulations thermodynamiques en phase étude (simulations en APS / calcul en APD)
- suivi et analyse des consommations sur 2 ans

* Mission complémentaire SSI

* Mission Complémentaire Photovoltaïque : Conception d'installation et constitution dossier de raccordement et revente

La part de l'enveloppe financière affectée aux travaux est de 1 750 000,00 euro(s) HT.

Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes :

- une rénovation complète de l'enveloppe. L'objectif sera de suivre le scénario visant une réduction des consommations d'énergies de 60%, selon les exigences et les modalités d'application prévues pour 2050, avec potentiellement de la production photovoltaïque.
- o Un audit des performances énergétiques et environnementales en cohérence avec les objectifs du décret tertiaire et du plan environnement du Département est intégré à la mission de MOE
- la maîtrise de l'énergie de l'ensemble du bâtiment (clos couvert, isolation, menuiserie, chauffage, ventilation)
- des travaux de réorganisation lourde des espaces au rez-de-chaussée et des travaux de rafraîchissement et de réorganisation dans les étages avec optimisation des combles
- une intégration des travaux en site occupé avec organisation et réception des phasages
- les conditions d'accessibilités PMR pour le public et le personnel avec l'agrandissement du hall et la gestion intérieure et extérieure de la différence de niveau de certains planchers au rez de chaussée.
- la prise en compte et la gestion complète de la problématique amiante dans le cadre des travaux
- un réaménagement paysager des espaces extérieurs, le traitement des limites et du stationnement à l'arrière du site avec bornes électriques, en intégrant une réflexion sur la désimperméabilisation des sols et la gestion des eaux à la parcelle
- des travaux de modification ou de rénovation / renforcement des toitures, pour accueillir un renfort d'isolation et une production photovoltaïque
- en complément est attendu également une réflexion et des propositions concernant une possible augmentation de surface, en surélévation au-dessus de l'ancienne cantine scolaire (bâtiment en rdc) pour la création de bureaux supplémentaires

La durée prévisionnelle du marché sera de 40 mois (y compris Garantie de Parfait Achèvement) à compter de mars 2023 avec une durée prévisionnelle des travaux de 14 mois réalisée en une seule tranche avec plusieurs phases et comprenant une période de chantier de 1 mois. Date prévisionnelle de début des prestations de MOE : mars 2023. Date prévisionnelle de début des travaux : mai 2024. La livraison complète des locaux est prévue pour juillet 2025.

II.2.5) Critères d'attribution :

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

II.2.6) Valeur estimée

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique :

Durée en mois : 40

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : non.

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer :

Nombre de candidats envisagé : 3

II.2.10) Variantes :

Des variantes seront prises en considération : non.

II.2.11) Information sur les options :

Options : non.

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne :

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non.

II.2.14) Informations complémentaires

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) Conditions de participation

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

III.1.2) Capacité économique et financière :

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

III.1.3) Capacité technique et professionnelle :

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

III.1.5) Informations sur les marchés réservés

III.2) Conditions liées au marché

III.2.1) Information relative à la profession

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :

Le marché court à compter de sa date de notification au titulaire et s'achève à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement. La durée prévisionnelle du marché sera de 40 mois (y compris Garantie de Parfait Achèvement) à compter de mars 2023 avec une durée prévisionnelle des travaux de 14 mois réalisée en une seule tranche avec plusieurs phases et comprenant une période de préparation de 1 mois. Date prévisionnelle de début des prestations de MOe : mars 2023. Date prévisionnelle de début des travaux : mai 2024. La livraison complète des locaux est prévue pour juillet 2025.

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : non.

SECTION IV : PROCEDURES

IV.1) Description

IV.1.1) Type de procédure : Concurrentielle avec négociation

IV.1.3) Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

:

Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier.

IV.1.5) Informations sur la négociation :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

IV.1.6) Enchère électronique

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP) :

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui.

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation : 16/11/2022 à 12 h 00

IV.2.3) Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

Français.

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

VI.1) Renouvellement :

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

VI.2) Informations sur les échanges électroniques

VI.3) Informations complémentaires :

Le dossier de consultation des entreprises est librement téléchargeable sur la plate-forme d'administration électronique Territoires Numériques Bourgogne Franche-Comté (<https://marches.ternum-bfc.fr>).

Attention ! Il est fortement déconseillé de télécharger le dossier de consultation de façon anonyme car le candidat n'aura alors pas communication des éventuelles modifications de la consultation.

Les candidats sont invités à poser leur(s) question(s) via cette plate-forme ou à l'adresse indiquée dans le présent avis.

Remise des plis sous forme électronique sur la plate-forme d'administration électronique Territoires Numériques Bourgogne Franche-Comté (<https://marches.ternum-bfc.fr>).

Le marché est conclu à l'issue d'une procédure avec négociation, conformément aux articles R.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la Commande publique. Il s'agit d'une procédure restreinte qui vise la sélection de 3 candidats qui seront ensuite invités à présenter une offre.

S'agissant d'une procédure restreinte, le maître d'ouvrage vérifie, dans un premier temps :

- La présence de l'ensemble des pièces à remettre au titre de la candidature listées à l'article 6.1 du règlement de la consultation ;
- Les capacités financières, techniques et professionnelles minimums des candidats.

Les critères de jugement des candidatures figurent à l'article 4.4.2 du règlement de la consultation.

A l'issue de la sélection des trois candidatures, les candidats concernés seront informés du rejet de leur candidature et les 3 candidats sélectionnés seront admis à présenter une offre, qui sera notée au regard des critères inscrits à l'article 8.7 du règlement de la consultation. La négociation se déroulera selon les modalités prévues à l'article 8.8 du règlement de la consultation.

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de DIJON, 22 rue d'Assas - B.P. 61616, F - 21016 Dijon cedex, Fax : +33 380733989, adresse internet : <http://dijon.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation

VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature devant le juge des référés précontractuels du TA (article L. 551-1 du CJA).

Recours de tout tiers au contrat en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses exercé dans un délai de deux mois à compter de l'avis d'attribution. A compter de la conclusion du contrat, et dès lors qu'ils disposent de ce recours, les tiers ne sont plus recevables à exercer le recours en annulation (Conseil d'Etat Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne).

Référé contractuel devant le TA dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution du contrat (articles L. 551-13 et suivants et R. 551-7 du CJA).

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours

VI.5) Date d'envoi du présent avis : 11 octobre 2022